

Rwanda : un document inédit évoque le rôle joué par Agathe Habyarimana avant le génocide des Tutsi

Pierre Lepidi

Le Monde, 7 mai 2026

Alors que l'instruction pour complicité de génocide visant la veuve de l'ancien président rwandais, Juvénal Habyarimana, doit reprendre, plusieurs pièces, dont une lettre manuscrite datée de juin 1994, n'ont jamais été portées à la connaissance de la justice.

C'est un document inédit. Une lettre manuscrite, rédigée le 24 juin 1994 par l'officier rwandais Charles Uwihoreye au Français René Galinié, attaché de défense à Kigali de 1988 à 1991. Le nom d'Agathe Habyarimana y est mentionné. Résidente en France, l'ancienne première dame du Rwanda est poursuivie depuis dix-neuf ans pour des faits imprescriptibles liés au génocide des Tutsi, qui a fait entre 800 000 et 1 million de morts, entre avril et juillet 1994. Mercredi 6 mai, les juges de la chambre d'instruction de la cour d'appel de Paris ont infirmé le non-lieu dont elle avait bénéficié le 21 août 2025 et ont ordonné la reprise des investigations.

Si cette pièce, qui n'a jamais été portée à la connaissance de la justice, ne peut suffire à elle seule à apporter la preuve du rôle joué par la veuve du président rwandais Juvénal

Habyarimana, tué le 6 avril 1994 dans un attentat perpétré contre son avion – l'élément déclencheur du génocide –, elle contribue à alimenter un faisceau de soupçons.

Au début des années 1990, Charles Uwihoreye, d'origine tutsi, est lieutenant-colonel des forces armées rwandaises. Le 24 juin 1994, alors que le génocide a commencé et que les massacres sont en cours au Rwanda, il écrit à René Galinié, de France, où il s'est réfugié quelques semaines plus tôt. Au terme de cette lettre manuscrite de trois pages, il fait savoir que la veuve du président Habyarimana fait partie des « *membres du "réseau Zéro" ou escadrons de la mort* ».

Elle est, selon lui, à la tête d'une organisation clandestine surnommée l'*akazu* (la « petite maison » en kinyarwanda). Ce cercle politico-économique avait pour objectif l'extermination des Tutsi (« zéro Tutsi »). D'après Charles Uwihoreye, mort en 2009, Agathe Habyarimana était donc l'une des premières responsables de la planification des massacres de masse.

Ce document, retrouvé par René Galinié dans ses archives personnelles, a été remis en

2022 à Vincent Duclert, historien qui a présidé, de 2019 à 2021, la commission de recherche ayant enquêté sur le rôle de la France au Rwanda de 1990 à 1994, grâce à un accès sans précédent aux archives de l'Etat. Avec l'accord de l'ancien attaché de défense, l'historien l'a ensuite transféré au *Monde*.

« Sous la bénédiction des autorités »

Selon le rapport Duclert, René Galinié a entretenu « *des relations de proximité remarquablement étroites avec les autorités rwandaises et la hiérarchie des forces armées rwandaises* ». Parmi ces relations, il a tissé un rapport de confiance avec Charles Uwihoreye, officier de la garde présidentielle puis responsable de la formation au sein de la gendarmerie rwandaise de Ruhengeri, une ville où Protais Zigiranyirazo, le frère d'Agathe Habyarimana, était préfet jusqu'en 1994. Située dans le nord du Rwanda, la région était considérée comme le fief des extrémistes hutu.

« *Charles Uwihoreye a servi loyalement le régime du président Habyarimana avant d'être emprisonné en 1991 car, en tant que Tutsi, il était perçu comme un traître*, explique Vincent Duclert. *Libéré peu de temps après grâce à l'intervention de René Galinié, il a pu retrouver ses fonctions. Ce dernier le considérait comme une source fiable, un bon connaisseur du régime Habyarimana.* »

Le 24 juin 1994, Charles Uwihoreye commence sa missive en remerciant René Galinié : « *La famille tout entière a été très contente*

de votre passage et elle est satisfaite de votre soutien moral et financier. » Il livre ensuite des informations sur quatre massacres perpétrés au Rwanda au début des années 1990 et rappelle leur caractère prémédité.

« *En janvier 1991, à Kinigi et Kigombe, des civils innocents ont été tués par des éléments de la garde présidentielle dépêchés sur place, le 22 janvier dans l'après-midi, à mon insu*, écrit-il. *Ma famille a failli être massacrée le 23 janvier 1991.* » Il raconte ensuite que « *des massacres ont été exécutés au Bugesera sous la bénédiction des autorités au plus haut niveau* ».

D'après le lieutenant-colonel, qui fut nommé directeur des prisons lorsqu'il rentra au Rwanda à la fin du génocide, « *la chasse aux opposants civils a été privilégiée, et les ordres verbaux en provenance de la présidence, donnés régulièrement... Toutes les décisions politiques, militaires et économiques provenaient de la présidence de la République* ». Puis il livre la composition du « *“réseau Zéro” ou escadron de la mort* », une liste de 15 noms parmi lesquels on retrouve, à la première place, « *feu président Habyarimana Juvénal* » puis, à la deuxième, « *Kanziga Agathe* (Mme Habyarimana) ».

Protais Zigiranyirazo apparaît en troisième position de ce classement. Condamné à vingt ans de prison pour génocide en première instance par le Tribunal pénal international pour le Rwanda, celui que tout le monde surnommait « *Monsieur Z* » a été acquitté en appel en 2009 et est mort en 2025. Douze autres noms complètent la liste.

Les « colonels de Madame »

D'autres documents, déjà révélés, renseignent également sur le rôle d'Agathe Habyarimana. Dans un télégramme administratif de quatre pages envoyé le 19 juin 1991 au Quai d'Orsay, René Galinié décrit la situation du Rwanda trois ans avant le génocide. « *Dans ce contexte mouvant qui s'installe sur fond de crise économique majeure inconnue jusqu'ici dans ce pays prospère... il semble opportun de procéder à l'examen des forces politiques en présence, réparties en deux groupes : les dirigeants actuels et les oppositions* », analyse-t-il.

L'attaché de défense détaille la composition de ce qu'il appelle le « *premier cercle* ». « *Ses membres, connus et honnis des populations de toutes conditions, paralysent l'action du chef de l'Etat et minent ses éventuelles velléités de transformation en profondeur*, explique-t-il. *Parmi eux se distingue son épouse.* »

Entendu par les juges d'instruction chargés d'enquêter sur Agathe Habyarimana, René Galinié a confirmé l'appartenance de l'ancienne première dame à l'*akazu*, « *tout en précisant qu'il ne l'avait jamais rencontrée, car elle se tenait ostensiblement dans l'ombre, qu'il ne disposait d'aucune information sur sa personne, sa réelle influence, ses décisions et actions conduites directement ou indirectement durant la période où il était en place* », ont écrit les juges Stéphanie Tacheau et Carole Vujasinovic dans leur ordonnance de non-lieu du 21 août 2025, qui a finalement

été infirmé mercredi.

Les services de renseignement français ont également enquêté sur l'ex-première dame. Rédigée le 22 septembre 1994 et classée « *secret-défense* », la note 19404/N de la direction générale de la sécurité extérieure est présentée comme « *une hypothèse du service sur les responsabilités de l'attentat contre l'avion du président Habyarimana* ». Cette pièce, exhumée par *Mediapart* et *Radio France* en février 2019, précise que le « *réseau Zéro* » est « *constitué de radicaux hutu proches de la famille présidentielle et opposés à toute évolution démocratique au Rwanda* ».

Selon les services de renseignement français, « *plusieurs officiers bénéficieraient de la protection de Mme Agathe Habyarimana et de son frère, Protais Zigiranyirazo, tous deux désignés comme étant les véritables cerveaux de l'organisation. Ce groupe, surnommé les "colonels de Madame", est parfois désigné comme le principal commanditaire de l'attentat* ».

Lettre manuscrite rédigée par l'officier rwandais Charles Uwihoreye au Français René Galinié, le 24 juin 1994

Charles UWIHOREYE [adresse masquée]
Le 24/06/1994 René GALINIÉ [adresse masquée]

La famille tout entière a été très contente de votre passage et elle est satisfaite de votre

soutien moral et matériel.

Concernant les massacres dans mon pays, la préméditation est certaine :

(1) en octobre 1990, des massacres des innocents ont eu lieu en commune KIBILIRA, les éléments de la garde présidentielle encadraient la milice du MRND.

(2) en janvier 1991, à KINIGI et à KIGOMBE, des civils innocents ont été tués par les éléments de la garde présidentielle dépêchés sur place le 22 janvier dans l'après-midi à mon insu et ma famille a failli être massacrée le 23 janvier 1991. Le responsable des éléments de la garde présidentielle était le Major MUGEMANA que vous connaissez peut-être.

(3) en mars 1992, des massacres ont été exécutés au BUGESERA sous la bénédiction des autorités au plus haut niveau.

(4) en janvier 1993, des massacres ont été perpétrés à KIBUYE, à GISENYI et à RUHENGERI, toujours sous la bénédiction des autorités au plus haut niveau.

Cette manœuvre d'épuration de tous les opposants à la dictature du Président HABYARIMANA a été préparée et approuvée par le garant de la sécurité nationale, j'ai vérifié l'information.

Au lieu de préparer la guerre sur le terrain et donner des ordres écrits pour faciliter la coordination, la chasse aux opposants civils sans armes a été privilégiée et les ordres verbaux en provenance de la présidence étaient donnés régulièrement. C'est pour vous dire qu'en réalité, toutes les décisions politiques, militaires et économiques provenaient de la présidence de la République. Les autorités du pays à tous les niveaux devaient s'exécuter. Ce qui explique le départ de James GASA-

NA, ancien Ministre de la Défense Nationale qui a eu le courage de refuser le plan des massacres généralisés.

Sincères amitiés.

Membres connus du réseau zéro ou « escadron de la mort »

Feu Président HABYARIMANA Juvénal KANZIGA Agathe (Mme HABYARIMANA)

ZIGIRANYIRAZO Protais, frère de KANZIGA, ancien préfet de RUHENGERI de 1973-1989

Feu Colonel SAGATWA Elie, frère de KANZIGA

RWABUKUMBA Séraphin, frère de KANZIGA

NZABAGERAGEZA Charles, cousin du Président, ancien préfet de RUHENGERI de 1989-1991

Colonel BAGOSORA, chef de cabinet au Ministère de la Défense Nationale (véritable Ministre)

Lt Col NSENGIYUMVA Anatole, responsable du renseignement militaire pendant plus de 10 ans

Lt Col NKUNDIYE, ancien commandant de la Garde Présidentielle

Capitaine SIMBIKANGWA, tortionnaire du service central de renseignement

NGIRUMPATSE Matthieu, ancien ministre de la justice et président du MRND actuel

NAHIMANA Ferdinand, responsable des programmes de la Radio Libre des Mille Collines qui a semé la terreur dans tout le pays

Lt Col RENZAHO Tharcisse, préfet de la préfecture de la ville de KIGALI

BAGAMBIKI Emmanuel, préfet de
CYANGUGU et ancien préfet de la préfec-
ture de KIGALI

Col SERUBUGA Laurent et Col RWAGA-
FILITA Pierre Célestin, anciens chefs Etat
Major [illisible]

Le réseau est très dense, je n'ai cité que
ceux-ci.

Charles UWIHOREYE
Le 24/06/1994

René GALINIÉ

La famille toute entière a été
très contente de votre passage et elle est
satisfaite de votre soutien moral et matériel.
Concernant les massacres dans
mon pays, la préméditation est certaine :

- (1) en octobre 1990, les massacres des innocents
ont eu lieu en commune KISURIRA, les éléments
de la garde présidentielle encadraient la
milice du MRND.
- (2) en janvier 1991, à KINIGI et à KIGONDE, des
ceux innocents ont été tués par les éléments
de la garde présidentielle suspectés non
place le 22 janvier dans l'après-midi
à mon père et ma famille a failli
être massacrée le 23 janvier 1991.
Le responsable des éléments de la garde
présidentielle était le Major HUGENARA
que vous connaissez, peut être.

La première page de la lettre écrite par le
Rwandais Charles Uwihoreye au Français René
Galinié, le 24 juin 1994. DOCUMENT
« LE MONDE »